

Zeitschrift: L'aide sociale : la revue spécialisée de la CSIAS
Herausgeber: Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS
Band: 122 (2025)
Heft: 1

Artikel: Une place dans la société
Autor: Ioset, Amanda
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1075830>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une place dans la société

PRATIQUE La dernière journée d'automne de l'Artias a fait salle comble. La journée d'automne 2024 portait sur l'insertion sociale et professionnelle. Synthèse d'un évènement riche en réflexions et questionnements.

Que signifie avoir une place dans la société ? Et quel rôle l'action sociale joue-t-elle ou devrait-elle jouer à cet égard ? Ce sont ces questions fondamentales que l'Artias a mises à l'ordre du jour de sa journée d'automne du 28 novembre 2024 intitulée « Une place dans la société – Défis et perspectives de l'insertion sociale et professionnelle ».

Dans notre société, avoir une place signifie bien souvent avoir un emploi. La réussite professionnelle est à la base de la reconnaissance sociale. Dans cette logique, le paradigme de l'activation qui s'est imposé depuis la fin des années 1980 a fait de l'insertion socioprofessionnelle une priorité de l'action sociale. Ainsi, l'aide sociale devrait soutenir temporairement des personnes en difficulté et les aider dans leur démarche pour retrouver, si possible rapidement, une place dans le monde professionnel.

Or, un constat émerge : malgré un taux de chômage historiquement bas, de nombreuses personnes restent exclues du marché du travail et ont besoin du soutien de l'aide sociale ou d'autres prestations sous condition de ressources durant une période qui peut se prolonger.

Responsabilité individuelle ?

Dans sa conférence introductive, Francesca Quercia, collaboratrice scientifique à la HETSL, a souligné que si le travail joue en effet un rôle fondamental dans la construction de l'identité sociale des individus (source de revenu, place dans la société), « l'injonction à travailler qui émane des politiques d'activation et que subissent les personnes concernées entraîne plusieurs effets négatifs ». En particulier, la responsabilité de la situation d'inactivité est perçue comme étant avant tout individuelle : « Les individus sont considérés comme responsables de leur condition et de leurs échecs, alors que les facteurs structurels sont sous-considérés. » Une vision qui stigmatise les personnes concernées, car même en le souhaitant et en faisant preuve de motivation, certaines n'arriveront pas à s'insérer

sur un marché du travail primaire dont les exigences n'ont cessé de croître.

Se pose alors la question de la place à donner au « mandat d'intégration sociale de l'aide sociale », qui repose selon la CSIAS « sur la conviction que tous les membres de la société doivent avoir la possibilité de participer à la vie sociale ».

Aller au-delà des obstacles

D'une part, il y a donc la question du rôle de l'action sociale face aux obstacles qui excluent durablement des personnes du mar-

ché du travail : sans objectif immédiat de prise d'emploi, comment garantir une mobilisation et une participation à la vie collective ? D'autre part, il y a la nécessaire adaptation continue des programmes d'insertion socioprofessionnelle aux nouveaux besoins du marché du travail, cela afin que le retour à l'emploi des personnes concernées soit durable, même s'il faut pour cela prendre le temps. Entre les deux – l'insertion professionnelle sur le premier marché et l'insertion sociale sans visée de retour à l'emploi –, « un juste milieu est à trouver »,



pour reprendre les mots de Sophie Martin Duc, directrice Social-Emploi du Centre médico-social de la région de Sierre.

Face à ces défis, l'action sociale ne reste pas les bras croisés, comme l'ont démontré les divers projets présentés. Développement d'une nouvelle plateforme de recrutement pour en finir avec le chômage de très longue durée, création de réseaux d'entreprises formatrices pour former des jeunes tout en leur offrant un accompagnement social ou encore accueil inconditionnel dans un cadre créatif et bienveillant : autant d'illustration de la réflexivité et de la créativité dont font preuve les acteurs de l'action sociale dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle. L'action collective et le travail de groupe, mis en avant par deux autres projets, ouvrent également des chemins dans un domaine où l'accompagnement est la plupart du temps individuel.

Le rôle des entreprises

Les entreprises sont des acteurs essentiels de l'insertion. David Valterio, directeur de la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs (FFE), a insisté lors de son intervention sur l'importance de la collaboration entre entreprises et aide sociale pour favoriser l'insertion professionnelle. Il s'est appuyé sur un exemple tiré du terrain : la mise sur pied dans le canton de Fribourg d'une nouvelle formation spécifique pour devenir maçon, destinée aux personnes issues du domaine de l'asile. Ce programme, intitulé « Façonne ton avenir » et initié par la FFE, le Service de l'action sociale de l'État de Fribourg et l'OSEO Fribourg, dure six mois et est composé aussi bien de cours théoriques que de stages en entreprise. À l'issue, les participants reçoivent un diplôme et peuvent travailler comme aide-maçon ou poursuivre leur formation en cherchant une

place d'apprentissage. Pour les entreprises du bâtiment, un tel programme répond à la problématique de la pénurie de main-d'œuvre en formant relativement rapidement des ouvriers. Pour les participants, la formation permet d'acquérir des compétences ciblées et d'entrer dans le réseau des employeurs potentiels, une manière d'augmenter leurs chances de décrocher ensuite un emploi ou une place d'apprentissage.

Et la numérisation ?

Le mot qui est sur toutes les lèvres aujourd'hui, c'est la numérisation. Celle-ci remplit-elle ses promesses dans l'accompagnement vers l'emploi ? C'était la question de départ de l'intervention de Maël Dif-Pradalier, professeur HES-FR et responsable du CAS de spécialiste en insertion professionnelle. En effet, la transition numérique « bouleverse les coordonnées de la relation d'accompagnement vers l'emploi (nature, sens, modalités, finalités) ». Dans le cadre de leur recherche exploratoire sur les opportunités et les défis du numérique pour les professionnel-le-s de l'insertion socioprofessionnelle, Dif-Pradalier, Jammet & Jacot soulignent les phénomènes de l'illectronisme, des inégalités numériques ou encore du manque de moyens pour évaluer les compétences numériques des bénéficiaires. Pour mieux prendre en compte ces problématiques, les chercheurs recommandent par exemple de développer la médiation numérique pour démocratiser les compétences de base auprès des bénéficiaires, de garantir un accès à du matériel informatique fonctionnel pour les bénéficiaires ou encore de maintenir des lieux d'accueil physiques, « alternative indispensable au tout-numérique ».

Dans un monde du travail qui a connu des changements rapides et qui ne cesse d'évoluer, face à l'émergence de nouveaux risques sociaux peu couverts par notre système de sécurité sociale, le domaine de l'insertion doit sans cesse se réinventer. En dédiant une journée à l'étude de ces questions, l'Artias espère avoir apporté quelques clés de compréhension et des repères utiles pour la recherche – pas toujours aisée – de nouveaux équilibres. ■

Amanda Ioset

Artias, secrétaire générale

Lien : https://artias.ch/artias_journee/

Lors de sa journée d'automne, l'Artias s'est penchée sur les défis de la recherche de nouveaux équilibres et espère avoir fourni de précieuses pistes de réflexion. Photo : màd

